



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
19 janvier 2012
Français
Original : anglais

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**
Cinquante-deuxième session
9-27 juillet 2012

**Réponses à la liste de points et questions concernant
l'examen du cinquième rapport périodique**

Bahamas*

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



Réponses à la liste de points et questions concernant l'examen du cinquième rapport périodique

Généralités

1. L'État partie présente en introduction la méthode qu'il a suivie pour préparer son rapport. À cet égard, veuillez fournir des informations détaillées sur la nature et l'étendue des consultations qui ont été tenues avec des organisations non gouvernementales, notamment des associations de femmes. Veuillez indiquer si le rapport a été adopté par le Gouvernement et soumis au Parlement.

Des invitations ont été adressées aux organismes publics concernés, aux organisations non gouvernementales féminines et autres acteurs pour qu'ils désignent un interlocuteur chargé de rédiger le cinquième rapport périodique. Le texte des articles concernés et les informations relatives à la date et au lieu d'une réunion ont été envoyés à toutes les personnes intéressées. Lors de cette réunion, des informations plus complètes ont été communiquées concernant le rôle et l'importance de la Convention; des dates butoirs ont été fixées pour la présentation des renseignements demandés.

Une réunion spéciale a été organisée avec les représentants des organisations non gouvernementales féminines et le Conseil consultatif national des femmes des Bahamas lors du forum mensuel du Bureau de la condition de la femme afin de discuter de certaines questions et de recueillir les contributions. Au nombre des participants à cette réunion figuraient également des représentants des clubs Zonta et Pilot, des défenseurs des droits de l'homme, des représentants des organisations confessionnelles et des sections féminines des principaux partis politiques.

Le rapport a été remis au Cabinet pour approbation, puis transmis au Ministre des affaires étrangères afin qu'il le remette au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Cadre constitutionnel, législatif et institutionnel

2. Dans la mesure où le système dualiste de l'État partie exige que la Convention soit incorporée dans le droit interne pour être pleinement applicable, veuillez indiquer si l'État partie a prévu de réformer en profondeur sa législation afin de recenser, abroger ou amender les dispositions discriminatoires à l'encontre des femmes.

Pour le moment, aucune mesure n'a encore été prise pour réformer en profondeur la législation des Bahamas afin de recenser, abroger ou amender les dispositions discriminatoires à l'encontre des femmes.

3. Selon le paragraphe 32 du rapport, la Constitution n'interdit pas la discrimination à l'égard des femmes. Veuillez indiquer si l'État partie a prévu d'adopter une définition claire de la discrimination à l'égard des femmes, qu'elle soit directe ou indirecte, et d'adapter sa législation pour l'interdire. Veuillez fournir des informations concernant les démarches entreprises par l'État partie en vue de retirer sa réserve à l'article 2 a) de la Convention.

Pour le moment, il n'est pas prévu d'adopter une définition claire de la discrimination à l'égard des femmes, qu'elle soit directe ou indirecte, ni d'adapter la législation pour l'interdire.

Aucune mesure n'a été prise pour retirer la réserve formulée concernant l'article 2 a) de la Convention.

Mécanisme national de promotion de la femme

4. Aux paragraphes 12 et 13 du rapport intitulé Réponses à la liste des points et questions concernant l'examen du rapport initial et des deuxième, troisième et quatrième rapports périodiques réunis en un seul document (CEDAW/C/BHS/Q/4/Add.1), il est indiqué que le Bureau de la condition de la femme dispose d'un budget de 80 000 dollars et d'une équipe de quatre personnes. Veuillez indiquer la part du budget national que ces 80 000 dollars représentent et si l'État partie envisage d'étoffer l'équipe.

Veuillez aussi préciser les moyens dont dispose le mécanisme de promotion de la femme pour assurer la coordination avec les différents ministères et indiquer si le mécanisme national de promotion de l'égalité entre les sexes est doté d'un budget suffisant, et son personnel des capacités requises à tous les niveaux de l'administration.

Le budget du Bureau de la condition de la femme représente moins de 1 % de l'ensemble du budget des Bahamas. Les autorités s'efforcent d'augmenter le personnel affecté au Bureau.

Le Bureau est conscient que ses effectifs et son budget ne suffisent pas pour un traitement adéquat des questions liées à la condition de la femme.

5. Il est indiqué au paragraphe 42 du cinquième rapport périodique que l'État partie élabore actuellement une politique nationale en faveur de la parité des sexes. Veuillez indiquer les mesures qu'il a prises pour accélérer le rythme en la matière et pour établir un calendrier concernant l'adoption et l'application de cette politique. Veuillez aussi préciser comment il est prévu de coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre de cette politique. Veuillez fournir des informations concernant le mandat du Conseil consultatif national des femmes (CEDAW/C/BHS/Q/4/Add.1, par. 12) et préciser la manière dont il cadre avec le mécanisme national de promotion de la femme.

Le Bureau de la condition de la femme a pu engager des travaux pour élaborer une politique nationale de parité des sexes, après y avoir été autorisé par le Gouvernement et avoir obtenu un financement et une assistance technique de la part du bureau régional du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Les travaux ont commencé en juin 2011 par une réunion consultative à laquelle ont participé des représentants des organismes publics et des organismes non gouvernementaux afin de déterminer si les Bahamas devaient élaborer une politique nationale de parité des sexes et définir les mesures à prendre. La réunion a été présidée par un consultant régional et international réputé en matière de parité des sexes.

Un comité de direction a été créé. Ses membres ont reçu une formation d'une journée dans le mois qui a suivi. Des réunions consultatives ont été organisées à New Providence, Grand Bahama, Abaco et Eleuthera d'août à octobre 2011. Au

mois d'août 2011, une réunion consultative à laquelle participaient exclusivement des hommes a eu lieu à New Providence, afin de recueillir leurs vues sur la politique envisagée. Un rapporteur a été désigné pour centraliser les informations sur le déroulement de toutes les réunions, qui ont été présidées par l'adjoint du consultant. En décembre 2011, une réunion finale a été organisée à New Providence avec tous les acteurs. Des représentants des différents groupes consultatifs de Grand Bahama, Abaco et Eleuthera y ont participé ainsi que le consultant principal et son adjoint. Nous attendons actuellement de recevoir le projet de texte d'orientation du FNUAP.

Le texte sera étudié par le comité directeur avec les principaux acteurs et des hauts responsables avant d'être soumis aux autorités pour examen.

Il est prévu que la mise en œuvre de cette politique sera étalée sur une période de 10 ans et que le Bureau jouera un rôle important dans son application.

Le Gouvernement a désigné le Conseil consultatif national des femmes des Bahamas pour conseiller le Ministre de la condition féminine sur les problèmes que rencontrent les femmes. Les représentants du Conseil participent deux fois par mois aux réunions du Forum de la femme. Le Bureau prête son concours aux travaux du Conseil.

Mesures temporaires spéciales

6. Au paragraphe 17 du rapport intitulé Réponses à la liste des points et questions concernant l'examen du rapport périodique, il est indiqué qu'aucune mesure temporaire spéciale n'est prévue. Veuillez expliquer pourquoi il en est ainsi et indiquer ce qui empêche l'adoption de telles mesures comme le prévoient la Convention au paragraphe 1 de l'article 4 et la recommandation générale n°25 sur les mesures temporaires spéciales (2004), qu'il s'agisse de discrimination positive ou de toute autre mesure permettant d'atteindre plus rapidement l'égalité hommes-femmes.

L'État partie estime que le nombre peu élevé de femmes candidates aux fonctions électives est préoccupant et il se propose d'examiner les moyens de remédier à cette situation.

Séréotypes et pratiques préjudiciables

7. Veuillez indiquer les mesures que l'État partie compte prendre et la politique qu'il compte mener pour faire évoluer les modèles sociaux et culturels qui ne font que caricaturer, reproduire ou renforcer les rôles traditionnels de l'homme et de la femme au sein de la famille et de la société et pour faire disparaître les coutumes et les pratiques culturelles discriminatoires à l'égard des femmes.

Au nombre des mesures adoptées par l'État partie pour traiter ces questions figure le Programme d'éducation parentale qui encourage les parents à remettre en cause la répartition traditionnelle des rôles attribués aux hommes et aux femmes. Les aspects liés à la vie de famille et à la santé des programmes scolaires du Ministère de l'éducation font l'objet d'un examen et sont actualisés pour lutter contre les stéréotypes masculins et féminins.

L'enseignement et les formations professionnelles permettent désormais aux hommes comme aux femmes d'accéder à des carrières non traditionnelles.

Violence contre les femmes

8. À l'occasion de l'examen périodique universel des Bahamas, l'État partie a approuvé la recommandation qui lui a été faite de prendre des mesures concrètes afin de combattre le fléau du viol. Veuillez indiquer les progrès qui ont été accomplis de ce point de vue. Veuillez fournir les données statistiques des cinq dernières années relatives à la violence contre les femmes et les filles, y compris le viol, les agressions sexuelles et les violences conjugales. Veuillez indiquer si l'État partie a prévu un système de collecte et d'analyse des données et des informations relatives à toutes les formes de violence contre les femmes. Veuillez aussi indiquer si l'État partie entend adopter une politique nationale ou déployer une stratégie à long terme de lutte contre les violences faites aux femmes pour combattre la stigmatisation des victimes de violences sexuelles et conjugales et leur assurer un soutien psychologique et médical.

Les peines dont est passible le viol ont été aggravées et peuvent aller jusqu'à l'emprisonnement à vie. De plus, une campagne de sensibilisation est menée actuellement auprès du public au moyen des médias, d'ateliers et de présentations ciblées en direction des femmes, des hommes et des jeunes.

Les chiffres concernant les viols, les violences sexuelles et les meurtres dont les victimes sont des femmes sont présentés à l'annexe 1.

L'État partie a l'intention de mettre en place la collecte et l'analyse systématique et régulière des données relatives à toutes les formes de violence contre les femmes. Une assistance technique est nécessaire pour mener à bien ce projet.

Un plan stratégique quinquennal pour lutter contre la violence domestique a été élaboré et soumis au Gouvernement pour qu'il l'examine. Un plan stratégique sera élaboré en 2012 pour lutter contre les violences sexuelles.

9. Dans ses réponses à la précédente liste des points et questions, l'État partie indique aux paragraphes 31 et 32 qu'un projet de loi modifiant la loi sur les infractions sexuelles, qui vise à incriminer le viol conjugal, a été présenté au Parlement en juillet 2009. Veuillez indiquer les avancées réalisées à ce sujet et les mesures envisagées pour amender ce projet de loi afin qu'y figure une définition du viol conjugal fondée sur l'absence de consentement et que le viol conjugal soit érigé en crime, conformément à ce qui a été recommandé aux Bahamas à l'occasion de leur examen périodique universel. Veuillez aussi fournir des précisions quant aux mesures qui ont été prises pour accélérer l'adoption du projet de loi.

Le Gouvernement des Bahamas s'est engagé à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Pour remplir cet engagement, il a pris une série de mesures. En 2009, il a présenté au Parlement une proposition d'amendement à la loi de 1991 sur les infractions sexuelles et la violence domestique afin d'ériger le viol conjugal en infraction. Les consultations ont commencé auprès des représentants de la société civile et la question est à l'étude.

10. Les initiatives qui ont été prises pour lutter contre la violence conjugale sont détaillées au paragraphe 49 du rapport, notamment la promulgation de la loi de 2007 relative à la violence dans la famille. Veuillez indiquer les mesures qui ont été prises en vue d'assurer et d'encourager l'application concrète de

cette loi et fournir des informations sur les résultats obtenus. Veuillez aussi indiquer comment il est envisagé de coordonner, surveiller et évaluer l'application de la loi. Veuillez indiquer dans quels délais les victimes de violence conjugale pourront être dédommagées et assistées, notamment accueillies dans un foyer pour femmes battues ou bénéficier de soutien psychologique et d'aide à la réinsertion.

Le Ministère du travail et du développement social a engagé un consultant pour faciliter l'application de la loi de 2007 sur la violence domestique (ordonnances de protection). À l'heure actuelle, les actions suivantes sont menées pour lutter contre la violence domestique : des réunions avec les intéressés, des contacts réguliers avec les autorités de police et les magistrats des tribunaux des affaires familiales et des stages à l'École de police. Le programme comprend également un volet important concernant les rencontres organisées localement avec les autorités religieuses et les organisations masculines ou féminines. Le Ministère du travail et du développement social a lancé une campagne intitulée « La violence domestique est l'affaire de tous » qui se déroulera en 2012. Cette campagne comportera différentes activités, comme des publications dans les médias (presse et audiovisuel), des réunions dans les mairies, un déplacement aux Family Islands, des publications diffusées dans les salons de coiffure pour hommes et pour femmes, des concours scolaires de rédaction, pour n'en citer que quelques-unes.

Différents services de conseil et d'aide à la réinsertion destinés aux victimes de violence domestique ont été créés par le Ministère des affaires sociales, le centre de gestion des crises des Bahamas et le Ministère de la santé.

Il existe actuellement trois centres d'accueil qui hébergent les victimes de violence domestique, mais à New Providence uniquement. D'autres centres d'accueil sont nécessaires à New Providence et dans les Family Islands.

Traite et exploitation de la prostitution

11. Au paragraphe 39 du rapport est mentionnée la loi de 2008 relative à la traite des êtres humains (prévention et répression). Veuillez indiquer les mesures qui ont été prises en vue d'assurer et d'encourager l'application concrète de cette loi ainsi que les mécanismes mis en place pour surveiller sa mise en œuvre. Veuillez indiquer combien d'affaires ont été portées en justice, combien de procès ont eu lieu et combien de peines ont été prononcées depuis la promulgation de la loi. Veuillez aussi indiquer si l'État partie envisage de mettre en place des politiques et des programmes visant à assurer la prévention, la protection, l'assistance et le soutien judiciaire des victimes de trafic d'êtres humains, y compris de celles qui sont exploitées dans la prostitution forcée.

Aucune affaire n'a été portée en justice. L'État partie envisage d'organiser une campagne de sensibilisation pour mieux faire connaître le problème et indiquer aux victimes où obtenir de l'aide.

12. Le Comité a été informé que des enfants, probablement des filles, exerçant des activités liées au tourisme, étaient exposés à des risques d'exploitation sexuelle commerciale. Veuillez indiquer les mesures qui ont été prises pour combattre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants et pour sensibiliser tous ceux qui travaillent dans le secteur du tourisme.

Aucune affaire d'exploitation sexuelle des enfants liée au secteur du tourisme n'a été signalée.

Une campagne, actuellement en cours, a été organisée par le Conseil national de protection de l'enfance et d'autres parties prenantes dans la lutte contre les sévices commis sur des enfants afin d'informer et d'éduquer les collectivités, en particulier les enfants, sur la question des sévices sexuels à l'encontre des enfants.

Vie politique et publique

13. Selon les paragraphes 63 et 67 du rapport, le Parlement compte 12,2 % de femmes et les femmes sont moins nombreuses à vouloir entrer en politique. Veuillez indiquer les mesures qui ont été prises pour que davantage de femmes occupent des postes de décision et pour assurer l'égalité dans la vie politique et la vie publique, notamment grâce à des mesures temporaires spéciales, conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention et à la recommandation générale n° 25 du Comité. Veuillez en particulier fournir des informations concernant les mesures envisagées en vue de soutenir les candidatures féminines aux élections, et notamment préciser si des formations ciblées et des programmes de tutorat consacrés aux candidates et aux élues sont prévus dans les domaines de l'encadrement et de la négociation tout en veillant à ce qu'au moins un candidat sur trois inscrits sur les listes électorales des partis politiques soit une femme.

Des actions sont actuellement menées afin de mieux sensibiliser l'opinion publique à la nécessité de faire participer les femmes à la vie politique par des campagnes de sensibilisation du public et le dialogue avec des organisations de femmes et de jeunes.

Des représentantes actuelles et anciennes ont saisi le Bureau de la condition de la femme pour manifester leur intérêt à l'idée d'organiser des programmes de formation et de tutorat à l'intention des femmes qui souhaitent entrer en politique.

Le Bahamas Hotel Catering and Allied Workers Union, syndicat le plus important des Bahamas est actuellement dirigé par une femme, tout comme le syndicat de coordination qui regroupe les syndicats.

Au niveau des hauts fonctionnaires, des femmes occupent un certain nombre de postes clefs, par exemple, Présidente de la Cour d'appel ou de la Cour suprême, Secrétaire de cabinet, Présidente du Conseil du barreau des Bahamas, Directrice générale de la santé, Directeur des affaires juridiques, Gouverneur de la Banque centrale, et Directeur du Parquet.

Nationalité

14. Comme le confirme le paragraphe 80 du rapport, des dispositions constitutionnelles discriminatoires empêchent les femmes de transmettre leur nationalité, sur un pied d'égalité avec les hommes, à leurs enfants ou à leur conjoint de nationalité étrangère. Veuillez indiquer si l'État partie envisage de les abroger et fournir des informations sur les mesures qui ont été prises pour retirer la réserve qu'il a émise au sujet de l'article 16 h) de la Convention.

Les Bahamas ne s'estiment toujours pas liées par les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 9. Comme indiqué dans plusieurs documents présentés, cette question a été soumise à l'avis de la société civile par voie de référendum constitutionnel à l'issue duquel l'amendement a été rejeté.

Les Bahamas reconnaissent qu'il s'agit là de l'unique disposition discriminatoire à l'encontre des femmes contenue dans la Constitution (*disposition qui interdit aux femmes de transmettre leur nationalité à leurs enfants ou à leur conjoint*).

La réserve à l'article 16 h) a été retirée le 18 février 2011.

Éducation

15. Le rapport signale au paragraphe 88 que l'éducation des femmes se heurte à des obstacles culturels. Veuillez indiquer les initiatives qui ont été prises afin de les surmonter. Il signale également au paragraphe 90 que le programme d'appui chargé de transformer l'éducation et la formation a été récemment relancé sous un autre nom. Veuillez indiquer si ce programme est non sexiste et s'assure que les femmes ne sont pas orientées vers des activités qui leur sont généralement réservées.

Il n'y a pas d'obstacles culturels à l'éducation des femmes aux Bahamas.

L'ancien programme d'appui chargé de transformer l'éducation et la formation du Ministère de l'éducation, aujourd'hui dénommé Investing in Students and Programmes for the Innovative Reform of Education (INSPIRE) (Investir dans les étudiants et Programmes pour la réforme novatrice de l'éducation) n'oriente pas particulièrement les jeunes femmes vers des activités qui leur sont généralement réservées.

Emploi

16. Au paragraphe 19 du rapport sur les réponses à la liste précédente des points et questions, il est fait référence à la réforme du Code du travail en cours. Veuillez indiquer à cet égard si l'État partie envisage d'abroger les restrictions à l'attribution d'un congé maternité (CEDAW/C/BHS/1-4, par. 310). Le Comité a été informé que la section 6 b) de la loi de 2001 sur le travail est plus restrictive que ce qui est requis par la Convention n°100 de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Veuillez indiquer les mesures qui ont été prises pour mettre la loi sur le travail en conformité avec la Convention n°100 de l'OIT.

Le Comité a aussi été informé de cas de ségrégation des emplois par sexe, notamment aux plus hauts niveaux de responsabilité, et que les femmes étaient concentrées dans les emplois considérés comme typiquement féminins. Veuillez fournir des informations concernant les mesures qui ont été prises pour régler ces problèmes. Veuillez aussi indiquer si l'État partie envisage d'adopter des mesures spéciales temporaires pour changer les inégalités de taux d'activité et de salaire des femmes et autres domaines de discrimination (CEDAW/C/BHS/1-4, par. 310).

L'État partie envisage d'abroger les restrictions à l'attribution d'un congé maternité.

L'État partie entreprend l'examen de la section 6 b) de la loi de 2001 sur le travail qui a trait à la Convention n° 100 de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

L'organisme public chargé des relations professionnelles n'a reçu aucun rapport sur une ségrégation des emplois.

Dans les Bahamas, les femmes ont le droit de travailler dans tous les secteurs de l'économie si elles en manifestent l'intérêt et si elles remplissent les conditions de base définies pour toutes les personnes quel que soit leur sexe.

Santé

17. Selon le paragraphe 150 du rapport, les femmes doivent obtenir l'accord de leur conjoint avant de se faire stériliser, notamment par ligature des trompes. Veuillez indiquer les mesures qui sont envisagées pour éliminer cette discrimination et fournir des chiffres relatifs aux besoins non satisfaits en matière de contraception.

Il n'existe aucune disposition légale obligeant les femmes à obtenir l'accord de leur conjoint avant de se faire stériliser, notamment par ligature des trompes.

Aucune donnée n'est disponible sur les besoins non satisfaits en matière de contraception.

18. Selon les paragraphes 159 à 162 du rapport, l'avortement est illégal, sauf si la vie ou la santé mentale et physique de la femme sont menacées ou en cas de viol, d'inceste ou d'autres situations exceptionnelles. Veuillez fournir des informations concernant le taux d'avortement, y compris la prévalence des avortements à risque liée au faible taux d'utilisation de contraceptifs, et des données précises à propos de la mortalité due aux avortements non médicalisés.

Aucune donnée n'est disponible.

Demandeurs d'asile

19. D'après les rapports soumis au Comité, les conditions de détention des demandeurs d'asile, en particulier des femmes et des enfants, sont déplorables. Veuillez fournir des informations concernant les mesures qui ont été prises pour régler ce problème.

Les autorités n'ont pas eu l'occasion d'examiner les rapports présentés au Comité concernant les conditions de détention des demandeurs d'asile. D'une manière générale, nous sommes en mesure d'indiquer que les conditions au Centre de détention sont régulièrement vérifiées.

Protocole facultatif et amendement au paragraphe 1 de l'article 20

20. Veuillez indiquer si la procédure de ratification du Protocole facultatif de la Convention et d'approbation de l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention a avancé.

Cette question est toujours en cours d'examen.

Annexe

	<i>Agressions sexuelles (Archipel des Bahamas)</i>								
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Viol	114	89	87	72	135	118	108	78	107
Tentative de viol	36	31	23	23	35	43	33	26	28
Relation sexuelle illicite	166	196	189	208	255	241	234	203	171

Source : Unité d'étude et de programmation du quartier général de la police.

Femmes victimes d'homicide

<i>Année</i>	<i>Nombre total de meurtres</i>	<i>Nombre de femmes victimes de meurtres</i>	<i>Proportion de femmes</i>
2006	61	5	8 %
2007	78	8	10 %
2008	73	7	10 %
2009	86	10	12 %
2010	94	16	17 %

Source : Service de l'analyse criminelle, Division des politiques et de la planification stratégiques, Direction générale de la police.